

Le ministre se rappellera qu'en septembre dernier, le gouvernement a annoncé la négociation d'un crédit confirmé de 1.5 milliard de dollars. Le gouvernement a-t-il l'intention de puiser dans ce crédit confirmé dans un avenir prochain?

Cette question a été posée à environ 2h40 de l'après-midi. La réponse du ministre a été la suivante:

La réponse est non, monsieur l'Orateur.

Je le répète, c'était lundi, le jour même où il reconnaît maintenant avoir rencontré le gouverneur de la Banque du Canada et où cet organisme s'est activement démené pour soutenir le dollar. Soit que le ministre induisait la Chambre en erreur, soit qu'il ignorait les faits et gestes des fonctionnaires dont il est responsable à titre de ministre des Finances.

**Une voix:** De toute façon, il est à blâmer.

**M. Clark:** Hier, mardi, il a modifié sa politique et a annoncé au public, au pays, dans un communiqué à la presse, une politique diamétralement opposée à celle qu'il avait exposée dans la journée à la Chambre des communes. Enfin, quand il a pris cette mesure qui devait être calculée pour saper la confiance dans l'économie, le ministre des Finances s'est contenté d'un vague énoncé de politique. Il ne s'est pas présenté à la Chambre pour demander la permission, qui lui aurait évidemment été accordée, de revenir à l'appel des motions afin de pouvoir expliquer au Parlement du Canada la position que prenait alors son gouvernement. S'il avait agi ainsi et répondu aux questions, il aurait été possible de mettre fin à l'incertitude que sa déclaration avait malheureusement créée, une déclaration qui aurait dû avoir pour effet de soutenir solidement le dollar canadien, mais qui ne l'a pas fait.

Monsieur l'Orateur, le ministre des Finances a ce soir l'occasion d'agir plus sérieusement. Il a l'occasion maintenant d'admettre que la bagarre n'apporte rien au pays. Tant qu'il n'aura pas démontré qu'il mérite le respect comme ministre des Finances, sa réputation aggravera les difficultés de l'économie.

Nous sommes maintenant dans une situation des plus graves. Tous les Canadiens, à la Chambre et dans le pays, s'en rendent compte. Nous ne savons pas encore exactement quelle est la position du gouvernement. Le ministre n'a fait preuve d'aucune franchise aujourd'hui à la Chambre. Il a fait une déclaration de façon à éviter les questions, ce qui fait qu'un certain nombre restent sans réponse et qu'il y a beaucoup d'incertitude dans le pays.

[Français]

De nombreuses questions restent sans réponse. Les rumeurs alimentent les rumeurs sur les marchés monétaires et personne ne sait à coup sûr ce qui se passe. Nous devons connaître et les Canadiens également ont le droit de connaître les réponses aux questions suivantes: Premièrement, à quel moment a-t-on donné un préavis officieux ou officiel aux banques en ce qui a trait à l'intention du gouvernement d'avoir recours à la ligne de crédit de 1.5 milliards de dollars? Deuxièmement, quand le gouvernement va-t-il avoir recours à cette ligne de crédit? Troisièmement, quel est le taux d'intérêt des emprunts et quelles sont les modalités de remboursement? Quatrièmement, le ministre des Finances était-il parfaitement au courant, et a-t-il accepté les interventions de la Banque du Canada qui ont

### Finances

commencé lundi après-midi? Cinquièmement, à quel niveau le gouvernement va-t-il appuyer le dollar et l'empêcher de tomber encore plus bas?

[Traduction]

Voilà quelques-unes des questions auxquelles le ministre des Finances doit répondre. Son refus de répondre ne fait qu'accroître l'incertitude qui a sapé la confiance dans notre économie et la valeur de notre dollar.

Monsieur l'Orateur, ce qui nous inquiète, entre autres choses, c'est que le ministre a agi comme s'il ne connaissait pas les causes de la ruée sur notre dollar ni les moyens d'y mettre un frein. Comme les partis d'opposition le répètent depuis de nombreuses semaines, cette dévaluation est bel et bien un vote de défiance à l'égard de la capacité du gouvernement actuel de gérer notre économie.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Il y a dix ans, tous les pays considéraient le Canada comme un modèle de compétence administrative.

**Une voix:** C'est toujours le cas.

**M. Clark:** Quelque libéral, qui ouvre rarement la bouche, vient de dire que c'est toujours le cas. Ces pays considèrent maintenant notre économie et notre gouvernement d'un œil inquiet. S'ils ont le sens de l'humour, le spectacle les amuse peut-être, mais la collectivité internationale ne considère certainement pas le gouvernement actuel comme un modèle, sauf peut-être un modèle d'incurie administrative. Au cours des dix dernières années, la collectivité internationale a été témoin de la dégradation de l'économie canadienne, une économie riche en possibilités, et c'est la faute du gouvernement actuel. Voyant cela, la collectivité internationale s'est rendu compte—ce qui ne devrait surprendre personne—que le Canada, tant qu'il sera dirigé par le gouvernement actuel, ne sera pas un endroit sûr où investir en toute confiance.

Le message est clair, si le ministre prend la peine de l'écouter. L'expérience canadienne et celle de pays comme la Grande-Bretagne et l'Italie montrent bien qu'une pareille situation n'est pas sans présenter des risques: l'indécision et l'incertitude sont le terrain de prédilection des spéculateurs. En laissant pourrir la situation, le ministre favorise la spéculation sur le dollar canadien. Pour y mettre un frein, le gouvernement doit être résolu et déterminé. Il a été tout le contraire pendant toute cette crise.

L'automne dernier, lorsque notre dollar a d'abord perdu 10 points, nous avons enjoint le ministre de réagir avec fermeté. Mais le ministre a pris la situation à la légère alors que tout le monde savait qu'elle était grave. Il s'obstinait alors, comme il le fait toujours, à dénaturer les mesures prises par la Banque du Canada. Même lorsqu'il a été forcé d'agir en octobre dernier et de prévoir des facilités de crédit de soutien auprès des banques à charte, il s'est entêté à présenter sous un faux jour les difficultés qu'éprouvaient le gouvernement et le pays. Dans l'intervalle, on a demandé des douzaines de fois au ministre d'énoncer la politique du gouvernement. Il s'est contenté de faire de joyeux commentaires à propos des fluctuations de notre dollar sur le marché libre.